

Conférence organisée par BSE  
Bordeaux Sciences Economiques

# Observatoire BSE des tendances économiques

en partenariat avec l'INSEE et la Région Nouvelle Aquitaine

## L'évaluation des Politiques Publiques

**Jeudi 30 novembre 2023 à 17h30**

Université de Bordeaux

BSE - Bordeaux Sciences Economiques

Campus Pessac, Avenue Léon Duguit

Bâtiment H, Amphithéâtre Asselain



[Informations & inscriptions](#)



Grand Programme de Recherche  
HOPE | Comprendre le bien-être  
et les comportements humains  
pour améliorer la société et  
les décisions publiques



## Observatoire BSE des tendances économiques

### Soirée Evaluation des Politiques Publiques

Jeudi 30 novembre, 17h30

Amphithéâtre Asselain, Université de Bordeaux

(Plan campus de Pessac : <https://www.bse.u-bordeaux.fr/contactez-nous/>)

Cette soirée s'adresse à tous les décideurs publics de la région Nouvelle-Aquitaine et à tous les observateurs de la vie économique régionale. Elle débutera par un **cadre conjoncturel** réalisé par **l'INSEE Nouvelle-Aquitaine**, qui nous révélera la situation économique de la région et les perspectives de court-terme. L'économie régionale a bien résisté en 2022, et même profité de la reprise post-Covid, mais cette dynamique semble se tarir sensiblement en 2023 laissant craindre une période plus délicate pour la région.

La soirée se poursuivra avec le thème du jour, **l'évaluation des politiques publiques (EPP)**. Un sujet difficile mais crucial en période de dette publique croissante, où la question de l'efficacité des dépenses publiques se pose avec une acuité renforcée. Les chercheurs de **Bordeaux Sciences Économiques (BSE)** proposent différents types d'analyses comme l'évaluation d'impact, la simulation de réformes apportant une aide au design des politiques futures (évaluations dites *ex ante*) et d'autres approches permettant par exemple de mettre un prix sur des intangibles (comme le coût des externalités environnementales pour les entreprises).

Cette soirée va se concentrer sur l'expertise en **évaluation d'impact**, un ensemble de méthodes qui permettent d'apporter des éléments de réponses à des questions évaluatives aussi diverses que :

- Comment les obligations de recherche d'emploi affectent-elle le comportement des demandeurs d'emploi ?
- Comment le financement compétitif des chercheurs et enseignants-chercheurs français impacte-t-il leurs inventions ?
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils encourager une mobilité plus verte avec des communications incitatives de type 'nudge' ?
- Comment la politique restrictive adoptée à Bordeaux face au développement des locations Airbnb impacte le marché locatif de longue durée ?

Des exemples d'évaluations réalisées sur ces questions seront présentés afin d'appréhender les méthodes utilisées par les chercheurs de BSE dans la lignée des travaux des prix Nobel en sciences économiques 2019 (méthodes par 'expériences aléatoires') et 2021 (approches dites par 'expériences naturelles').

BSE réalise déjà de nombreuses EPP et de l'évaluation d'impact concernant des politiques européennes, nationales ou locales. Le maillage entreprises-pouvoirs publics-monde académique au niveau de la Région, du Département ou de la Métropole représente un formidable potentiel à exploiter. Nous proposons donc d'aller plus loin pour **établir une plateforme d'expertise au service de l'action publique**. Cette soirée se veut une première étape.

Une table ronde pour donnera **la parole aux acteurs publics**, et plus précisément aux institutions déjà impliquées dans l'EPP en Nouvelle-Aquitaine. L'objectif est de **comparer les problématiques, les attentes et besoins de chaque institution**. La discussion vise aussi à établir comment chaque administration s'empare de ses propres **capacités évaluatives** existantes (par exemple des données à sa disposition, d'expertises internes ou externes, etc.) et perçoit **le potentiel collaboratif** avec les différents acteurs de l'EPP en général et académiques en particulier.

## PROGRAMME

### 17h30 : Accueil

Mot de bienvenue: Gérard Blanchard (Région), Tanguy Bernard (BSE), Jean-Marie Cardebat (BSE)

### 17h40 : Point conjoncture

Présentation de Delphine Artaud de l'INSEE Nouvelle-Aquitaine sur la situation économique régionale (25 min). Echange avec l'auditoire (5 min).

### 18h10 : Politiques publiques & recherche : l'évaluation d'impact et exemples d'études

L'évaluation d'impact: une présentation générale par Olivier Bargain (5 min) et 4 exemples d'évaluations par les chercheurs de BSE (4 x 5 min) :

- Politique de la recherche par Pascale Roux
- Politique d'emploi par Nicolas Hérault
- Politique urbaine par Guillaume Pouyane
- Politique environnementale par Raphaël Chiappini

Echange avec l'auditoire (10 min).

### 18h45 : Politiques publiques & recherche : table ronde

Modérateur : Olivier Bargain (BSE & HOPE). Interventions des invités (7 min chacun) par ordre alphabétique :

- Gérard Blanchard : Vice-Président en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, [Région Nouvelle Aquitaine](#)
- Olivier Bouba-Olga : Chef de service études et prospectives de la DATAR (délégation à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale), [Région Nouvelle Aquitaine](#)
- Aurélien Leroy : Directeur Régional, ou Grégory Cluzes, Directeur de la Performance, Direction des Opérations, [Pôle Emploi Nouvelle-Aquitaine](#)
- Clotilde Pézerat-Santoni : Vice-Présidente, [Chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine](#)
- Michel Vayssié, Directeur Général des Services, ou Jean-Yves Meunier, Directeur général des coopérations territoriales, [Bordeaux Métropole](#)

Echange avec l'auditoire (10 min).

### 19h30 : Cocktail dînatoire.

---

## PRESENTATION DE BORDEAUX SCIENCES ECONOMIQUES :

Créée en janvier 2022, BSE (Bordeaux Sciences Economiques, <https://www.bse.u-bordeaux.fr/>) compte aujourd'hui parmi les plus grands laboratoires de recherche en économie en France. L'objectif porté par ses quelques 170 membres (dont plus de 80 chercheurs de l'Université, du CNRS et de l'INRAE) est de contribuer à l'information des politiques publiques nationales et internationales par une approche scientifique rigoureuse sur le plan académique, pertinente sur le plan sociétal, et partagée avec le grand public.

En partenariat avec la Région Nouvelle Aquitaine et l'INSEE Nouvelle-Aquitaine, BSE organise chaque année une conférence thématique – dite **Observatoire BSE des tendances économiques** - ouverte aux acteurs socio-économiques de la région, dans laquelle des travaux de recherche pertinents pour l'économie régionale sont présentés et débattus. L'édition 2022 portait sur la résilience de l'économie de la région, celle de 2023 portera sur l'évaluation des politiques publiques, avec des exemples concernant l'emploi, l'environnement, la politique urbaine et l'innovation.

## RESUMÉ DES INTERVENTIONS :

### La conjoncture régionale, par Delphine Artaud de l'INSEE Nouvelle-Aquitaine :

En 2022, la situation économique de la Nouvelle-Aquitaine a été favorable. A l'image de l'économie nationale, le rebond consécutif à la crise sanitaire amorcé en 2021 s'est prolongé et a soutenu l'activité et le marché du travail. Les secteurs du tertiaire marchand ont contribué le plus à cette dynamique, mais l'industrie affiche également de bonnes performances. Dans la construction, en revanche, des signes d'essoufflement se font sentir. Des pesanteurs de différentes natures sont pourtant à l'œuvre : si les difficultés d'approvisionnement héritées de la situation sanitaire s'aplanissent progressivement, les tensions inflationnistes s'installent et sont aggravées par le conflit russo-ukrainien, notamment à travers les prix de l'énergie. Les difficultés de recrutement demeurent également une préoccupation persistante. Ces freins semblent prendre progressivement le pas, au cours de l'année 2023, sur la dynamique de l'économie régionale, même si des emplois continuent d'être créés dans la région. Dans un climat d'incertitude, la fin d'année 2023 pourrait être plus atone.

### Politiques publiques & recherche : l'évaluation d'impact et exemples d'études

#### *L'évaluation d'impact : une présentation générale, par Olivier Bargain (BSE)*

L'évaluation d'impact fait partie des outils fondamentaux de l'évaluation des politiques publiques. Elle est utilisée de façon croissante par les institutions en charge d'évaluation (départements d'études des ministères, Cour des Comptes, etc.) ainsi que par les chercheurs-économistes, comme l'illustrent les récents prix Nobel en sciences économiques. Le prix Nobel 2019 consacre l'utilisation des méthodes dites par 'expériences aléatoires' : une politique envisagée par les décideurs publics est mise en place de façon expérimentale en assignant l'intervention à un groupe tiré aléatoirement dans la population et en comparant les variables d'intérêts avec celles mesurées pour un groupe 'témoin' (qui n'est pas soumise à cette mesure). La différence entre les deux groupes peut donc être attribuée de façon causale à l'effet de cette politique. Le prix Nobel 2021 récompense les approches dites par 'expériences naturelles' ou 'quasi-expérimentales', qui permettent d'évaluer des politiques déjà mises en place. Les méthodes 'par double différence' utilisent des groupes témoins non-aléatoire mais dont le rôle est simplement de prendre en compte les effets du temps. Les méthodes par 'discontinuité' mettent à profit des effets de seuil : par exemple un critère d'éligibilité à une politique où ceux juste en-dessous du seuil (non-éligible) sont très similaires à ceux juste au-dessus (éligible) et servent donc de groupe témoin aux seconds. Ces méthodes sont simples mais très puissantes dans leur capacité d'extraire l'effet causal d'une réforme sur les comportements d'intérêt. Des exemples de telles évaluations sont proposés par nos chercheurs.

#### *Politique de la recherche, par Pascale Roux (BSE) :*

*Le financement sur projets de recherche de l'ANR en France permet-il d'accroître les inventions des chercheurs de l'hexagone? S'il est établi qu'une recherche de pointe conditionne l'innovation et la croissance, l'efficacité des politiques de soutien à la recherche reste peu documentée. En utilisant des données sur les activités scientifiques et technologiques de chaque chercheur et enseignant-chercheur français dans les domaines des sciences exactes et du vivant, et une approche par 'double différence', cette étude mesure les effets des dispositifs nationaux de soutien à la recherche portés par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) sur l'invention académique. Les résultats montrent que les scientifiques ayant un "goût pour l'invention" sont significativement plus susceptibles de candidater à ces dispositifs, bien que leurs chances d'être sélectionnés soient plus faibles. Si les subventions n'ont*



en revanche pas d'impact global significatif sur la propension des bénéficiaires à générer des inventions, elles favorisent les inventions dans les sciences exactes, de la part des scientifiques qui n'avaient encore jamais inventé, et lorsqu'un pôle de compétitivité soutient le projet de recherche.

*Politique d'emploi*, par Nicolas Hérault (BSE) :

*Faut-il conditionner les allocations chômage à une recherche active d'emploi par leurs bénéficiaires ?*  
En France comme dans de nombreux pays, le débat public sur ce sujet ne s'appuie pas sur des mesures rigoureuses de l'efficacité – ou de l'inefficacité – de ces politiques sur le retour à l'emploi. Sans un protocole de recherche approprié, il est en effet difficile (voire impossible) d'isoler l'effet de ces mesures parmi l'ensemble des politiques d'emploi mises en œuvre et des évolutions du contexte économique national et international. Cette étude tire parti de l'introduction du conditionnement des allocations chômage en Australie entre 1995 et 2003, pour en étudier les effets grâce à des données très précises et une approche quasi-expérimentale (méthode par discontinuité utilisant un seuil d'éligibilité sur la date de naissance). Les résultats montrent que ces politiques ont sensiblement réduit la demande d'aides sociales, en particulier chez les femmes en milieu ou fin de carrière, et que les décisions familiales concernant l'offre de travail sont considérablement influencées par les obligations de recherche d'emploi.

*Politique urbaine*, par Guillaume Pouyanne (BSE) :

*Quels sont les effets des politiques visant à limiter les locations de courte durées (AirBnb) ?* Dans les villes les plus touristiques, le développement de ces locations est tenu pour responsable d'une augmentation des loyers et des prix de l'immobilier, ce qui représente une difficulté de logement pour les habitants et explique que de nombreuses villes ont cherché à réguler AirBnb. A Bordeaux, une politique assez restrictive a été adoptée, interdisant de louer un logement plus de 120 jours par an à moins de compenser par la mise sur le marché d'un autre logement d'une surface équivalente. Cette étude s'appuie sur un ensemble unique de données combinant les informations de l'ensemble des transactions immobilières et des locations saisonnières précisément localisées. Elle évalue l'impact de cette politique régulatrice sur le marché immobilier bordelais par une méthode de 'double différence'. Les résultats montrent que la législation a été relativement efficace pour restreindre l'offre AirBnb, en diminuant le nombre d'annonces tout en augmentant l'intensité de la location et, surtout, le prix de la nuitée. Cependant, aucune influence significative sur les loyers et les prix n'a été détectée.

*Politique environnementale*, par Raphaël Chiappini (BSE) :

*Comment accélérer l'utilisation des modes de transport « doux » (vélo, transports en commun) pour les trajets domicile-travail ?* Si différents types d'encouragements financiers ont permis d'augmenter la mobilité verte, comme l'utilisation du vélo, cette dernière reste encore faible au regard des enjeux d'environnement et de santé. Les pouvoirs publics ont la possibilité de modifier les comportements des individus par de simples campagnes d'information sur les effets individuels ou collectifs d'une plus grande utilisation de ces modes de transport « doux », en mobilisant notamment des messages de type « nudges » qui font appel à un sens moral ou insistent sur les bénéfices individuels. Une telle intervention a été mise en place dans le nord de la France en étudiant la mobilité de 845 employés de 89 entreprises et administrations publiques pendant 54 semaines à partir d'octobre 2020. La méthode par expérimentation aléatoire, avec laquelle certaines de ces personnes ont été soumises à l'intervention et d'autres ont servi de groupe témoin, montre que les employés exposés aux nudges ont significativement réduit leur utilisation de véhicules polluants au profit de moyens plus « verts » (vélo, transport en commun).

**Inscriptions : Merci de confirmer votre présence [sur ce formulaire](#).**